LVD
Codka Djibouti
La Voix De Djibouti

EDITION N° 157 DU 19 MAI 2013

La Voix de Djibouti c'est votre voix.

Pour donner votre avis sur un sujet qui vous préoccupe, partager une information ou un savoir, écrivez nous à l'adresse:

info@lavoixdedjibouti.com

Message de DAF aux djiboutiens!

Édito

Cette semaine l'actualité djiboutienne a été marquée par la mobilisation pour la lutte démocratique

- D'un coté, la rue reste mobilisée plus que jamais pour réclamer la victoire de l'opposition djiboutienne aux dernières élections législatives. Cette opposition réunie sous la bannière de l'USN(Union pour le Salut National) continue d'installer l'Assemblée Nationale Légitime (ANL) qui a tenu sa deuxième séance plénière avec l'élection des membres du bureau des commissions.
- De l'autre coté, un régime, dans le déni total, qui privilégie l'option de la répression : emprisonnement des leaders et militants politiques, interdiction de sortie de territoire, répression des manifestations pacifiques, harcèlement de tout genre.

Cette situation nous rappelle la lutte pour notre indépendance : d'un coté le peuple djiboutien démuni, de l'autre le colon français armé jusqu'aux dents.

Hier la lutte pour l'indépendance, aujourd'hui la lutte pour la justice, la liberté et la démocratie.

La Voix de Djibouti a sélectionné pour vous les événements marquants de cette lutte dans cette édition.

Nous partageons également avec vous un témoignage d'un lecteur et nous nous faisons l'écho de la presse internationale.

À partir de la semaine prochaine, la LDV vous présentera une nouvelle rubrique : « Les serviteurs de la dictature ». Ces hommes et femmes au service du régime dictatorial qui seront jugés demain sur leurs faits et omissions dans l'exercice de leur fonction.

Bonne lecture !

SOMMAIRE

http://www CENSORED

Pour nos lecteurs de Djibouti, le site suivant permet de contourner la censure du régime :

http://lavoixdedjibouti.mirror.tengu.ch



USN Message de DAF aux djiboutiens

Djibouti, le 19 mai 2013

Mes très chers compatriotes,

Je voudrais à nouveau m'adresser à vous tous, sœurs et frères, que j'aime tant, au sujet de ce qui nous regarde, c'est-à-dire la situation de notre cher pays. Je félicite d'abord, et du plus profond, celles et ceux d'entre vous, je veux dire l'immense majorité des Djiboutiens, qui ont affirmé ou réaffirmé leur choix d'un changement démocratique autour de l'Union pour le Salut National (USN), coalition de tous les partis djiboutiens d'opposition. C'est le choix de la raison et du cœur parce que voie du salut et de la dignité. C'est le choix qui, depuis des années, nous anime, mes camarades et moi, qui a présidé à la création du PRD devenu MRD. C'est le choix des autres organisations et personnalités politiques d'opposition. C'est, en un mot, le choix de tous les démocrates djiboutiens, qu'ils soient opposants ou membres de la société civile. Je félicite les jeunes comme les moins jeunes, les filles comme les garçons, les mères comme les pères de famille. Je félicite tous les quartiers, toutes les localités et toutes les villes. Je félicite la diaspora djiboutienne, avec une mention particulière pour celle d'Europe et d'Amérique du Nord, qui a su se montrer à la hauteur de son devoir citoyen.

Je souligne ensuite la portée historique du moment que nous vivons. Moment historique dis-je. Il l'est en effet. Par l'ampleur de la mobilisation populaire. Par le triomphe électoral que, en dépit des fraudes massives, le peuple a accordé à la liste USN aux législatives du 22 février 2013. Par la détermination de ce même peuple à faire respecter son choix démocratique de l'USN en disant Non au hold-up électoral perpétré par le régime. Trois mois après ce jour du 22 février 2013, le peuple demeure debout, mobilisé et décidé à faire advenir le changement démocratique : à l'USN, il a donné 80% des sièges, soit 52 députés; par l'USN, il entend être représenté à l'Assemblée nationale. D'où la proclamation de la victoire USN et l'installation de l'Assemblée nationale légitime (ANL). ANL contre ANA (Assemblée nationale auto-proclamée). La vérité des urnes contre la volonté du prince. La démocratie contre la dictature. Le peuple contre le prince. C'est un phénomène sans précédent dans l'histoire de la République de Djibouti dont l'issue doit être le triomphe de la vérité puisque telle est la volonté du peuple souverain et source de tout pouvoir dans ce pays (Article 4 de notre Constitution).

J'observe que ce combat entre vérité et vol, entre légitimité et auto-proclamation, prend le régime et son chef au dépourvu. En 36 ans d'exercice autoritaire du pouvoir d'État, ces gouvernants ont développé une culture de facilité fondée sur le maniement de la répression et de la peur. De sorte qu'ils n'ont pas pris la mesure du mouvement de fond qui, après le 18 février 2011, s'est à nouveau exprimé le 22 février 2013. Aussi ont-ils appuyé, comme d'ordinaire, sur le bouton répressif, empli geôles et prisons. Ils ont arrêté dirigeants et non-dirigeants dont plusieurs (parmi lesquels les cheiks Abdourahman Souleiman Bachir, Abdourhaman Barkad God et Guireh Meidal Guelleh) croupissent encore à la prison centrale de Gabode où moi-même ai croupi trois fois depuis mon retour d'exil le 13 janvier 2013. Ils ont attendu que la mobilisation s'essouffle comme après le 18 février 2011. En vain. Si le mois de février entre dans l'histoire nationale comme celui de l'expression populaire contre la dictature et pour la démocratie, ses effets se révèlent plus durables en 2013 qu'en 2011. Et pour cause, puisque le peuple et l'Opposition ont tiré les leçons d'un février à l'autre. L'un de ces effets marquants est la place dominante des jeunes et des femmes dans la mobilisation populaire. Désormais, la mère et sa progéniture, largement majoritaires dans ce pays, puisque les jeunes représentent à eux seuls plus de 70% de la population générale, communient dans la lutte pour le changement démocratique. C'est une évolution notable qui en rappelle une autre, celle qui a abouti à la conquête de l'Indépendance. Il y a un parfum des années 1974, 1975 et 1976 qui ont accéléré la fin de la période coloniale et permis la proclamation de l'Indépendance le 27 Juin 1977. Je ne peux me retenir de dire BRAVO aux jeunes et aux mères de famille pour leur rôle décisif dans la mobilisation nationale en cours. Sans oublier les pères qui ne déméritent pas, loin s'en faut.

USN Message de DAF aux djiboutiens

Mes très chers concitoyens, ce qui se joue, je ne vous apprends rien, ce n'est pas une simple lutte pour le pouvoir, il ne s'agit pas de remplacer Ali ou Madina par Omar ou Fatouma. Ce qui se joue, c'est notre salut national. Il s'agit de reconquérir la maitrise de notre destin collectif pour co-construire une vie nationale harmonieuse. Dès lors, toutes les Djiboutiennes et tous les Djiboutiens sont concernés par le combat en cours. C'est leur combat. D'où notre appel à celles et ceux qui n'ont pas encore franchi le pas, qu'ils se situent en dehors de la sphère politique, ou du côté du pouvoir en place, qu'ils soient en uniforme ou civils : nous les exhortons à ne pas manquer l'histoire en marche et à rejoindre la mobilisation nationale, chacun à sa manière, chacun selon ses possibilités. N'hésitez pas. N'ayez pas peur. Ne pensez pas qu'il soit trop tard pour vous d'agir. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. A cet égard, je lance un appel appuyé aux chefs policiers, gendarmes et militaires afin qu'ils prennent la mesure de ce moment historique. Hissez-vous hors de la routine quotidienne, des réflexes d'obéissance aveugle que l'on a ancrés en vous et des petits calculs personnels. Prenez du recul. Réfléchissez à tête reposée. Apprenez de l'Histoire et de ses nécessités. Préférez l'éternel (le bien) à l'éphémère (les éventuelles petites faveurs du prince). Préférez la dignité à l'humiliation. Relevez la tête. Vous ne le regretterez pas.

Très chers compatriotes, nous avons beaucoup accompli. A l'horizon, point la lueur d'une nouvelle ère, celle que nous attendons depuis si longtemps. Continuons d'avancer, unis, inébranlables et imaginativement combatifs.

Je voudrais clore ce modeste mot par une pensée pour nos détenus politiques de Gabode, pour Bachir, God, Guireh et tous les autres, ainsi que pour tous les humains (d'ici et d'ailleurs) qui souffrent de maladie, de malheur ou de misère. Je leur souhaite une prompte fin de l'épreuve endurée. Du reste, je renouvelle notre exigence de libération de tous nos détenus politiques.

La lutte continue. Le peuple vaincra.

Daher Ahmed Farah



Message de DAF aux Djiboutiens

"Ce qui se joue, c'est notre salut national"

"Nous exhortons tous à ne pas manquer l'histoire en marche

et à rejoindre la mobilisation nationale,

chacun à sa manière, chacun selon ses possibilités"

USN Actualités en images



Election des membres du bureau des commissions du parlement nationale et légitime. Il s'agit de :

- Ismael Guedi Hared, Président de l'assemblée nationale et légitime
- Aden Mohamed Abdou, 1er vice-président
- Kadar Abdi Ibrahim, 2e vice-président
- Fati-Kadiri Secrétaire
- Saada Ahmed Houssein, Secrétaire-questeur


USN Actualités en images





LVD
Codka Djibouti
La voix de Djibouti

USN Message de remerciement suite aux manifestations de Londres

Au nom de l'Union pour le Salut National – à l'Etranger, je tiens à adresser mes sincères remerciements à tous mes Compatriotes vivant Royaume-Uni et en Europe et à tous les autres Démocrates non-Djiboutiens venus participer nombreux aux deux manifestations organisées le 7 et le 8 Mai 2013 à Londres, contre la venue d'Ismail Omar Guelleh.

Par votre engagement à cette action vous avez démontré votre détermination pour soutenir votre peuple dans ce bras fer que lui impose la dictature. Une dictature qui l'a spoliée une fois encore de sa victoire aux législatives de février dernier et qui continue à réprimer, en emprisonnant nos leaders politiques et les manifestants pacifiques qui les soutiennent, journellement sur le terrain à Djibouti.

Votre lutte à l'extérieur du pays est pour nous d'une importance capitale contre la Dictature tueuse et ennemie de notre peuple. Nous devons, à chaque déplacement du Dictateur ou de ses représentants, nous mobiliser pour dénoncer et montrer ainsi au monde entier les crimes et autres actes inhumains qui se déroulent dans ce petit pays depuis des décennies.

Si notre hardiesse a mis en échec tous les objectifs de sa visite à Londres à la tête d'une forte délégation, il nous appartient désormais de le poursuivre partout et ce, jusqu'à ce que soit :

- restitué la victoire du peuple,
- restauré l'Assemblée Légitime,
- libéré tous les prisonniers politiques et sans condition aucune,
- instaurer l'état de Droit et le respect de la personne humaine sans oublier la Démocratie véritable à Djibouti.

Grâce au travail sérieux et responsable du Comité de Soutien de l'USN-UK et des Représentants et Cadres de l'USN, les actions de Londres ont été d'une réussite parfaite. Nous lançons un grand Bravo aux organisateurs de ces deux journées d'actions et encourageons tous les Comités de Soutien d'Europe, d'Amérique du Nord et d'ailleurs à mobiliser davantage jusqu'à l'aboutissement de notre victoire sur la Dictature.

En un grand Bravo à vous tous. La lutte continue…

Vive l'USN,

Vive la République de Djibouti Unie et Démocratique.

Londres, le 12 Mai 2013

Mahdi Ibrahim God



Courrier de lecteur Regards !

Après trois ans d'absence, je suis revenu dans mon pays natal pour deux semaines de vacances. Accompagné de mon fils de 8 ans, mes principaux objectifs étaient de revoir les familles et de faire découvrir à mon fils le pays de son papa qu'il ne connaissait pas.

Dans ces pages, je ne parlerai pas des moments personnels et magiques que j'ai partagé avec mon petit homme mais plutôt des regards que j'ai croisé durant ce séjour :

- Le regard d'un peuple souffrant mais réveillé
- Le regard d'un prisonnier politique à Gabode
- Le regard d'un militant de l'USN (Union pour le Salut National)
- Le regard d'une petite écolière.

Un peuple débout et réveillé!



J'ai quitté, il y a trois ans, un peuple avec la peur au ventre, un peuple soumis, un peuple sans ambition démocratique, un peuple attentiste et fataliste.

J'ai retrouvé mes compatriotes réveillés :

- N'ayant pas peur de dire tout haut et tout fort leurs pensées
- Manifestant pacifiquement pour revendiquer la victoire de l'opposition aux dernières élections législatives
- Bravant les forces de l'ordre au service du régime dictatorial
- Prêts à aller en prison pour la cause démocratique

Est-ce les conséquences :

- Du viol de la constitution de 2011?
- De la présidence à vie de Guelleh ?
- De la confiscation de leur victoire aux législatives de 2013 ?

Nous ne pouvons que constater l'apprentissage sûr mais lent de l'action démocratique de nos compatriotes et l'avènement prochain du ***Printemps Djiboutien***.

Courrier de lecteur Regards !

Ma demi-heure avec cheikh Abdourahman Barkad God à Gabode!



Vous le connaissez : ***cheikh Abdourahman Barkad God*** est l'un des trois cheikhs condamnés par la justice aux ordres de Guelleh à dix huit mois de prison ferme et à cinq ans de privation de droits civiques.

J'ai eu la chance de lui rendre visite à la sinistre prison de Gabode et le plaisir d'échanger avec lui sur sa situation de détenu politique.

Question : Pourquoi les Oulemats sont-ils en prison?

Cheick A B GOD : En mettant en prison arbitrairement des responsables religieux le régime joue la vieille recette de la lutte contre l'intégrisme et le terrorisme islamiste. Et croit obtenir du soutien politique, militaire et financier de la part de ses partenaires.

Mais personne n'est dupe et les puissances occidentales et arabes savent qui nous sommes et leurs services secrets savent également que Djibouti n'est pas un foyer terroriste.

Question : Quel est votre message politique?

Cheick A B GOD : Notre message est simple : c'est un message de justice et de liberté. Et rien d'autre.

Question : Quelles sont vos conditions de détention ?

Cheick A B GOD : Nous partageons à trois une pièce d'environ 6 mètres carrés.

Comme vous pouvez le constater : il s'agit d'une ancienne cuisine. L'humidité est partout. Les murs troués de partout. Rats, moustiques, blattes,… sont nos compagnons de cellule. Depuis hier un serpent se trouve parmi nous quelque part dans la cellule. Et notre compagnon de fortune Cheick Barkad a été transféré à l'hôpital pour cause de paludisme contracté en prison.

Question : Un mot pour la diaspora djiboutienne ?

Cheick A B GOD : Nous voulons remercier tous les djiboutiens et sympathisants de la cause djiboutienne : de Paris à Stockholm, de Ottawa à Minnesota, pour leur soutien quotidien et sans faille.

Nous leur disons d'utiliser tous les outils et moyens du monde libre pour aider les djiboutiens à goûter à la justice et à la liberté.

J'ai rencontré un homme simple, disponible, juste et déterminé.

Il était en très bonne santé. Dieu merci

Je n'oublierai jamais la rencontre avec cet homme. Ce fut l'un des meilleurs moments de mon séjour à Djibouti.

Une heure avec MAYDANE ABDALLAH OKIEH, militant de l'USN!



J'ai eu le plaisir durant mon séjour de faire la connaissance du « premier » militant de l'USN.

Il s'agit d'un militant d'un nouveau genre à Djibouti :

- C'est le militant qui croit à une cause noble et juste : la démocratie et tout ses bienfaits pour notre peuple
- C'est le militant qui donne tout son temps et son énergie pour son idéal
- C'est le militant qui n'a pas peur
- C'est le militant qui a dompté les réseaux sociaux et Internet pour les mettre au service de la cause djiboutienne

Dans le regard de Monsieur ***MAYDANE***, vous trouverez : la conviction, la détermination, la fidélité et l'amour.

Soyons tous des ***MAYDANE*** et nos valeurs triompheront !

Merci ***MAYDANE*** pour ton exemplarité, la patrie sera reconnaissante !

Courrier de lecteur Regards !

Un cours de lecture!



Cette petite fille c'est ma nièce. Et devant elle, son manuel de français de 2ème année.

Et dans son regard :

- C'est la détresse, l'impuissance d'une petite fille qui voudrait lire son texte mais qui n'y arrive pas
- C'est surtout la faillite de l'éducation nationale à Djibouti.

Ils sont des milliers à Djibouti, écoliers et collégiens, à ne pas savoir ***lire***.

Notre système scolaire est en faillite depuis plus de 20 ans et rien n'est fait pour redresser la situation.

Les gouvernants actuels envoient leurs enfants dans les meilleures écoles européennes et américaines et maintiennent les enfants du peuple dans l'ignorance.

A quoi bon un peuple éduqué ?

Justice

Maître Aref : Caniche de la dictature et Réseaux mafieux!

L'ambition fait accepter à certains hommes (ou qui pensent l'être) les attitudes les plus lâches et les gestes les plus vils, c'est ainsi qu'ils espèrent gravir les marches de la vie de la même manière que l'on rampe, sans dignité aucune.
La chambre de Me Aref frappe par son dépouillement.C'est là qu'il dort ou se repose. A présent, il s'ennuie. Sa défense me paraît fade, insupportable somme toute.
Un Aref démodé, décadent, qui n'étonne plus, poseur mondain, un apprenti sorcier ampoulé. Peut-être. Le style ? Trop limpide pour faire date, bon pour les manuels scolaires. Il s'affiche avec force comme différent, par son comportement, sa manie. Il fut fréquemment ridiculisé, montré du doigt par son ex- bourreau IOG. Il est pour lui-même son principal centre d'intérêt et il ne s'aime pas.
Lui qui dit ne pas s'aimer ne fuit jamais l'objectif, dans toutes les tenues, avec ou le regard au loin, badin ou sévère.
Qu'est-ce qui le (Me Aref) fait le plus peur ? Les chiffres ou la réalité d'actes jusqu'alors cachés car trop honteux à dévoiler ou à reconnaître ? Depuis que le silence s'est levé sur l'horreur de ces agressions sur le porte parole de l'USN Daher Ahmed Farah "DAF", le nombre de cas révélés par les écrits de la presse internationale ne cesse d'augmenter.
Il a bien du mal à faire taire ce qui risque d'entacher son honorabilité et sa crédibilité.
Avez-vous réfléchi au pourquoi un agresseur choisissait elle victime plutôt que telle autre ? Avez-vous remarqué que souvent ces mercenaires (Abdillahi Abdi, Hassan Saïd et leur commanditaire IOG.) rejouaient avec leur victime la même scène qu'eux-mêmes, enfants, ils avaient subie ? Est-il acceptable de penser qu'un agresseur puisse attendre de sa victime le "NON" qu'il n'a jamais pu dire, dans le même contexte de violence ?
En tout cas, ce ne sera jamais à l'aide de chiffres et de statistiques que la problématique d 'Aref se résoudra.
C'est vraiment scandaleux. Me Aref est à blâmer pour sa négligence et son irresponsabilité est la cause principale de la recherche du mensonge.
De même, on note une plus grande "agressivité" chez lui que chez ses détracteurs: et pour cause, il a besoin d'en montrer bien plus qu'eux, pour oser être un intellectuel terroriste - outre le fait qu'à comportement agressif égal, si l'on peut dire, un homme passe pour un furieux là où une femme est vue comme dynamique et entreprenante.
Il y avait là de quoi choquer plus d'un bien-pensant. Au contraire, il fut honoré, respecté, décoré, comme protégé par son pseudonyme magique.
Au-delà des frasques mercantiles de Me Aref, la question est donc d'interroger, dans son combat d'arrière-garde, la part de l'authentique et de l'inexorable.
Un vieux pitre délabré absent de lui-même et qu'on roule à son tour dans la farine comme il en a fourni lui-même la recette.
Tous (les djiboutiens(nes))ont leur part dans la farce macabre de ces derniers jours. On spécule sur ses nombreux revirements testamentaires.
D'après ses interventions sur la RTD, Me Aref n'est déjà qu'un fantoche bien avant de devenir malade, produit mécaniquement des autopastiches lucratifs, mais ne crée plus, n'invente plus, ne fait que se maintenir à peu près à la hauteur clownesque où il s'est hissé publiquement. Aussi bien qu'il répète sur RTD, avec cette diction caricaturale devenue un poncif pour ses imitateurs : "Je suis fou d'IOG ! " Pourquoi pas?
Il a écrit de nombreux et fumeux ébats devant des auditoires épatés d'avance, venus voir le maniaque narcissique grisonnant faire son numéro sur le bizarre à la portée de tous, prestations pour lesquelles il prend soin de chausser des chaussures trop petites qui le meurtrissent ("Dans mon cas personnel, la souffrance physique [comme le mal de dents] accroît et fortifie la manie oratoire").
Et alors ? A qui la faute, à Aref ou à l'époque ? Une grande opération alchimique s'est réalisée, certes, mais dans quel sens ? Car il y eut un temps de prodiges pour lui, sans quoi on n'en parlerait même plus.
Je veux me prouver que je ne suis pas le Me Aref mort, mais le vivant. Comme dans le mythe de Castor et Pollux : en tuant mon ex-bourreau, j'ai gagné pour moi l'immortalité", écrit-il.
Sa phobie de la vérité devient préoccupante, un motif de raillerie pour ses condisciples.
C'est la période où il élabore sa théorie "paranoïaque-critique", qu'il définit comme une "méthode spontanée de connaissance irrationnelle, basée sur l'association interprétation-critique des phénomènes délirants". Son combat d'arrière-garde découle de cette méthode, exprimant son architecture de fantasmes et de phobies sur le mode d'un rébus d'images librement associées, avec un soin du détail, une application dans le trompe-l'œil, qui rassurent les collectionneurs les moins aventureux.
On peut détester Me Aref. Mais qu'on le veuille ou non, on ne peut plus imaginer le visage et les couleurs de Djibouti sans lui.
Il abandonne la réalité pour la fiction, pour glisser vers le style de vie artificiel, il était prévisible que les esthétiques fusionnent. Au détriment de qui? De l'art, qui devient "la simple scène du spectacle". Faute de pouvoir être, le paraître fait bien l'affaire !
Aref symbole et martyr d'une expérience étrange, unique, poursuivie avec une opiniâtreté folle ou géniale. D'une extravagance inspirant un mépris mêlé d'effroi.



Justice

Maître Aref : Caniche de la dictature et Réseaux mafieux!

On connaît les abîmes qui succèdent à de tels envols : quand sa réplique paraît dans l'indifférence générale, il en fait une maladie nerveuse qu'on prend pour une rougeole. De cet éblouissement, il ne se relèvera pas, cherchant jusqu'à sa mort à la retrouver, en vain. Aref ne cessera plus de convaincre, sans jamais rencontrer le succès.
La tentation du suicide le presse, à la mesure de la déception de sa vie virtuelle. Décidé à quitter la scène politique djiboutienne, il part pour une destination inconnue. Depuis des jours, il se drogue aux barbituriques, dont il avale des quantités excessives, dans l'espoir de retrouver, sa gloire perdue.

Les djiboutiens feignent de ne pas s'en étonner.

Ils sont habitués aux frasques d'Aref, en ont déjà vu d'autres. Sans doute lui sont-ils aussi reconnaissants d'aérer de ses caprices spectaculaires le conformisme de leurs propres vies. De quoi frapper les imaginations et laisser de longs souvenirs.
Aref se trouve, dans le même état de perdition humaine, peut-être à peine plus désespéré, et ne trouve pour satisfaire son besoin de reconnaissance que le recours à la folie meurtrière. Une autre façon de faire parler de soi et de se retrouver à la une de la presse internationale.

Il me paraît évident qu'il s'est volontairement précipité dans cette mascarade confondant l'estime de soi avec l'estimation de soi. Il y a donc méprise. Il ne s'agit plus de l'être humain et de sa dignité, mais d'une mise aux enchères de personnes en tant qu'objets exposés avant la vente.
Ce chaos, personne ou presque jusqu'ici ne voulait le nommer, de peur peut-être, d'être accusé d'obsolescence. À présent, on peut le dire : "Le roi est nu !". (Et il faut une grande malhonnêteté intellectuelle pour prétendre le contraire).
Liberté, que de crimes nous commettons en ton nom !
Je pourrais poursuivre la litanie, elle est accablante. Mais cela suffit.
Doit-on, par tant, s'étonner si Aref, en particulier, comme les Djiboutiens en général, ont le sentiment que Mohamed Qayaad est fort mal placé pour arbitrer entre les deux parties ?

Qu'est-ce que c'est que ce pouvoir mortifère qui se complaît dans les assassinats des djiboutiens(nes) et, qui justifie l'inacceptable jour après jour avec une outrecuidance criminelle et qui a l'infâme arrogance de nous traiter de je sais quoi quand on ose timidement protester contre cette conduite indigne ? Qu'est-ce que c'est que ce Aref hypocrite qui manie avec tant de virtuosité le bouclier de l'anti-Moi quand on veut juste lui rappeler que depuis quelques jours, il reproduit à dose homéopathique l'horrible injustice dont il a souffert ? Je suis farouchement anti-Aref. Je ne suis en rien anti-Moi.
Selon les dires de Me Aref, DAF sera assassiné par ses clients ripoux. Ainsi, de deux choses l'une : ou bien Aref veut diaboliser DAF, ou bien, d'une façon plus sinistre encore, Aref a-t-il eu une sorte de lapsus freudien, trahissant par là le fait qu'il est parfaitement au courant des circonstances de la mort probable de Daher Ahmed Farah. Chose inacceptable et condamnable! Ces propos sont scandaleux! Car il est impensable aujourd'hui qu'un juriste puisse lancer un appel au meurtre.
Question fondamentale, non pas pour pleurer sur nous-mêmes, mais pour trouver le moyen de sortir de ce monde absurde que nous avons engendré.

Peut-être devrions-nous nous réjouir de voir Me Aref, somme toute relativement inoffensif, offrir une échappatoire ludique au sentiment d'insignifiance éprouvé par la jeunesse moderne. Car n'est-ce pas l'indécence suprême, à l'heure où se jouent tant de drames humains à travers la planète.
Car tout ceci est ridiculement marginal, terriblement dérisoire, et sans la moindre importance humaine ou culturelle. Cette célébrité de pacotille où l'insignifiance intellectuelle le dispute à l'égotisme le plus débridé ne changera pas la face du monde, et ne laissera fort heureusement aucune trace dans l'histoire.

Par Mohamed Qayaad

Notre avocat est cité également dans une affaire de blanchiment et de vente d'armes

Justice Maître Aref : Caniche de la dictature et Réseaux mafieux!

Guéant des marchands d'armes aux marchands d'art (Charlie Hebdo)

Les juges qui cherchent les traces d'un financement **libyen de Sarkozy pourraient enquêter sur la vente par EADS d'avions à Kadhafi. On se souvient des SMS de Guéant exigeant qu'une commission soit versée à un intermédiaire…**

Alors comme ça le super-préfet barbouzard, comme Charlie surnommait Claude Guéant en septembre 2011, se piquait aussi d'art ? Il possédait des tableaux d'un maître du xviie siècle, et nous n'en savions rien. Celui qui aimait passer ses fins de semaine chez Bachar el-Assad, Kadhafi ou Bongo, émissaire de Sarkozy ou de lui-même, on ne sait trop, se voyait aussi en marchand d'art entre deux rendez-vous avec le marchand d'armes Takieddine. Ce dernier, après avoir offert ses services aux balladuriens de 1994 à 1995 dans les ventes de sous-marins et de frégates, avait repris du service auprès de Sarkozy. Les deux perquisitions menées fin février par des juges et des services de police différents chez Guéant, à son domicile du 15e arrondissement de Paris, et à son cabinet avenue George-V, ont permis d'ouvrir la boîte de Pandore sur les revenus surprenants de l'ancien bras droit de Sarko. Si la première perquise, menée dans l'affaire Tapie, n'a rien donné sur ce point précis, c'est la seconde, dans le cadre cette fois-ci du financement présumé de Sarkozy par la Libye, qui a permis de découvrir dans les relevés bancaires du sieur Guéant les 500 000 euros visiblement reçus d'un compte en Malaisie et des traces de paiements faits en liquide. S'il a immédiatement évoqué des « primes » — non déclarées ! — touchées quand il était au ministère de l'Intérieur, il n'a pas moufté sur l'émetteur du virement bizarre. Évoquant dans Le Canard une somme reçue d'un « confrère avocat » qui lui aurait acheté deux peintures, Guéant n'en dit pas plus. Pourquoi ne pas rendre publique l'identité de cet avocat amateur de marines flamandes du xviie siècle ? « Je donnerai toutes les explications au juge », dit-il à Charlie. Il faudra qu'il explique aussi pourquoi, lors de la vente de quelques dizaines d'Airbus et de missiles Milan au régime de Kadhafi, il fit pression sur la direction d'EADS pour que l'un de ses nouveaux copains bénéficie d'une juteuse commission, quelque 13 millions d'euros, via une société amie appartenant à un groupe saoudien. Ce beau montage a été raconté par Pierre Péan dans son livre La République des mallettes, mais oublié depuis. Le héros de ce bouquin, l'intermédiaire Alexandre Djouhri, devenu soudainement l'homme à tout faire de la Sarkozie après avoir été celui de la Chiraquie, devait percevoir la somme en échange de on ne sait trop quels services. Guéant avait nié l'épisode. Pourtant ses SMS virulents adressés aux patrons d'EADS ne sont sûrement pas passés à l'as. Peut-être qu'ils réapparaîtront si les juges le demandent… Quant à l'argent, impossible de savoir s'il a finalement été versé. « Séduit », comme il l'a confié un jour à la presse, par cet homme d'affaires insolite au croisement des réseaux en tout genre, Guéant ne jurait plus que par Djouhri. Ce dernier, curieusement, est un grand copain d'un avocat djiboutien aux confins des affaires, Mohamed Aref, qui représente à Djibouti les intérêts de la Malaisie dans certains dossiers, aux côtés d'un autre proche de Djouhri, le financier Wahib Nacer, comme la presse locale l'a évoqué à plusieurs reprises. Cet avocat lié à Kuala Lumpur serait-il par hasard l'acheteur des fameux tableaux ? « Non », assure Guéant à Charlie, sans en dire plus. S'il le dit. Aux enquêteurs de faire la lumière… Tout le monde est étonné, mais il n'y a finalement rien d'étonnant que Guéant investisse dans les Marines…

Blanchiment mode d'emploi

Guéant l'a assuré à la télé, il ne sait absolument pas comment on blanchit. Eh bien voilà comment ça se passe. Toucher du fric en liquide pour des raisons parfois peu avouables — paiements non déclarés, commissions indues, corruption, trafic de drogue, etc. — et le réinjecter dans l'économie légale, c'est un casse-tête. Récemment, un type, Mourad Benhaddou, arrêté par la BAC au cours d'un banal contrôle de routine dans le 19e arrondissement de Paris, non loin de lieux de deal, trimbalait 400 000 euros en billets dans un sac. En perquisitionnant l'appartement qu'il venait de quitter, les flics tombent sur 700 000 euros supplémentaires – soit en tout 1,1 million ! Le juge Philibeaux l'a mis en examen. Mais loin d'être un trafiquant de drogue, il ne serait, assure son avocat, Alain Guibère, qu'une fourmi d'un « réseau de compensation » chargé sur instruction de livrer du fric n'importe où et à n'importe qui. L'argent venait-il d'un trafic de stups ou pas ? Mystère. On le sait, le fric n'a pas d'odeur



OBSERVATOIRE DJIBOUTIEN POUR LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS HUMAINS

Djibouti, 11 mai 2013

C'est vers 15 heures, ce mercredi 15 mai 2013 que Maydane Abdallah Okieh a été interpellé au siégé de l'USN (coalition de l'opposition) par des policiers de la brigade criminelle. Pour le moment, nous ignorons le motif de son arrestation. Au moment où nous mettons sous presse ce communiqué, Maydane reste détenu à la brigade criminelle.

Par ailleurs, deux (2) responsables de l'USN, Mohamed Daoud Chehem (président du PDD) et Mohamed Ahmed Youssouf dit Rabache (membre de la direction du CDU) ont été refoulés hier, mardi 14 mai 2013 à l'aéroport et ont été interdit de quitter le territoire en violation de toutes les lois.

L'ODDH est préoccupé par la violation récurrente par le pouvoir public de toutes les lois en vigueur dans la république de Djibouti.

L'ODDH demande au pouvoir le respect et l'application des conventions et des autres instruments sur les droits de l'Homme ratifiés par la République de Djibouti.

L'ODDH dénonce et condamne la multiplication des arrestations arbitraires et l'interdiction de quitter le territoire qui frappent les responsables de l'opposition.

L'ODDH appelle une fois encore à l'ouverture rapide d'un dialogue politique pour sortir de la crise actuelle.

Agir pour la démocratie, la dignité et la justice.

Le Président de l'ODDH

Farah Abdillahi Miguil

Nous n'oublions pas nos prisonniers politiques (Voici une liste non exhaustive)

1- Abdourahman Souleiman Bechir,
2- Abdourahman Barkat God
3- Guireh Mehidal Guelleh
4 Mohamed Ahmed dit Jabha
5- Ahmed Djama Moussa
6- Fayssal Aden Omar
7- Hassan Djama Khaireh
8- Mohamed Ahmed Adar
9- Mohamed Osman Bouh
10- Djirdeh Mouhoumed Ibrahim
11- Mohamed Osman Rayalehaden
12-Abate Gadid Merito
13-Abdi Mohamed Ankala
14-Abdo Ali Bouha

Média internationaux

Nyckoss Tommy Tayoro

DJIBOUTI

L'Ivoirien **Nyckoss Tommy Tayoro** a créé à Djibouti, à la fin du mois dernier, la société **Star Management Djibouti**, dont l'objectif est de travailler dans l'événementiel. Cette firme porte le même nom et a le même objet social qu'une société fondée dans la banlieue parisienne en 2010 par un dénommé Nyckoss Tayoro, né en 1950 et supporter de l'ancien président ivoirien **Laurent Gbagbo**, aujourd'hui inculpé par la **Cour pénale internationale** (CPI). Selon nos informations, Nyckoss Tommy Tayoro, qui est surtout connu à Djibouti sous le diminutif de Tommy, est en fait le gendre du président **Ismaël Omar Guelleh** et de la première dame **Kadra Mahamoud Haïd**. Il a épousé il y a quelques années leur fille aînée **Fatouma-Awo**, avec laquelle il a eu un enfant.

Djibouti : affrontements entre policiers et militants de l' opposition après la grande prière

Par : Vivienne | Mots clés : Djibouti, affrontement
French.china.org.cn | Mis à jour le 17-05-2013

[Favoris] [Imprimer] [Envoyer] [Commenter] [Corriger] [Caractère: A A A]

De violents affrontements ont eu lieu à la sortie de la grande prière de vendredi entre des militants de l' opposition djiboutienne et les forces de l' ordre.

Ces heurts ont été observés dans plusieurs quartiers de la banlieue de Balbala et surtout au quartier appelé Kartileh qui est connu pour être l' un des bastions de l' opposition et dont sont originaires deux des trois dignitaires religieux arrêtés dans les premiers affrontements post-électoraux et condamnés pour incitations à l' insurrection et troubles à l' ordre public à 18 mois de prison ferme.

Selon plusieurs témoins qui ont voulu garder l' anonymat, les manifestants qui ont refusé de faire demi-tour auraient été dispersés à coup de gaz lacrymogène. Ces derniers auraient répondu aussitôt par des jets de pierres. Plusieurs arrestations ont été également signalées lors de ces affrontements.

La coalition de l' opposition djiboutienne, l' Union pour le Salut National (USN), qui conteste catégoriquement les résultats des élections législatives du 22 février a tenu jeudi dernier la deuxième séance de "l' Assemblée Nationale Légitime (ANL)" dont elle a proclamé le 30 avril.

Source: Agence de presse Xinhua

Un opposant analyse la situation à Djib

Mardi, au Pôle Coluche, le Manceau Hassan Mokbel a évoqué la situation politique de son pays.

C'est un bien sombre tableau de Djibouti qu'a peint Hassan Mokbel devant les militants de la section mancelle de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Mardi, au pôle Coluche, le Manceau d'origine djiboutienne a évoqué, lors d'une session plénière, la situation politique du petit pays de la Corne d'Afrique.

« Sur ce site géostratégique sévit une dictature féroce depuis 36 ans. » Première base militaire française hors territoire national, le pays accueille aussi depuis les attentats du 11 Septembre les forces américaines et récemment une base navale japonaise.

Malgré cette présence étrangère (3 000 soldats du côté français), les yeux ne semblent pas être tournés au bon endroit **« les pires des exactions sont commises par l'armée djiboutienne, sous ordres du gouvernement, contre la population »,** selon Hassan Mokbel.

Pour porter la voix des Djiboutiens, Hassan Mokbel compte sur le soutien des militants des droits de l'Homme.

En une heure, l'ex réfugié politique, accueilli avec sa famille, il y a 20 ans, par Amnesty International, au Mans, a exposé son analyse. **« Depuis les élections législatives du 22 février 2013, entachées de fraudes massives, le président Isamël Omar Guelleh est pris à la gorge »,** rappelle t-il.

Pour la première fois depuis l'indépendance, en 1977, **« l'opposition, faisant preuve de maturité politique, s'est unie dans une Union pour le Salut national (USN) et jouit d'un soutien massif de la population, »** composée de trois communautés (Afars, Somalis et d'une minorité nationale arabe d'origine yéménite). **« Une union soutenue par la branche armée de l'opposition, le**



Hassan Mokbel.

Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (Frud), qui s'est créée en 1991. L'opposition djiboutienne réfute le résultat des élections législatives de février dernier, et parle d'un «hold-up électoral». »

Les opposants demandent, entre autres, la libération de tous les prisonniers politiques.

Plus d'information : http://www.fidh.org/Djibouti-elections-legislatives-80-13026